ORDONNANCE n° 037_
du 21/03/2024

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AFFAIRE :

Dame Idi Aïchatou Dillé
(SCPA JLBTI & Partenars)

Le juge des référés, statuant en matière d'exécution à l'audience publique du vingt et un mars deux mille vingt quatre, tenue au palais du tribunal de commerce de Niamey par Monsieur *Souley Moussa*, président, avec l'assistance de Maître *Hamani Hadiza Daouda*, greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

C/

ENTRE :

BGP Niger SARL
(Me *Bachirou Maïnassara*)

Coris Bank Niger SA

Dame Idi Aïchatou Dillé : née le 15 janvier 1969 à Birnin N'Konni, demeurant à Niamey, CIN n° 06/0064225, BP : 11960 Niamey/Niger, de nationalité nigérienne, assistée de la SCPA LBTI & PARTNERS, société civile professionnelle d'avocat, 86 avenue du Diamangou, rue PL 34, BP : 343, Tél 20 73 32 70/ Fax 20 73 38 02 ;

Demanderesse, d'une part ;

PRESENTS :

Président :
SOULEY MOUSSA

ET

Greffière :
**Me Hamni Hadiza
Daouda**

BGP Niger SARL : société anonyme à responsabilité limitée ayant son siège social à Niamey, rue AM8, zone des ambassades, quartier Koira Kano, BP : 11633, représentée par son gérant Monsieur Liu Mingzhong, assistée de Maître Bachir Maïnassara Maïdagi, avocat à la Cour, 4 rue de la Tapoa, Lazaret, BP : 12651 Niamey, en l'étude duquel domicile est élu, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Défenderesse, d'autre part ;

Coris Bank Niger SA : société anonyme avec conseil d'administration au Capital social de 32.000.000.000 f cfa , succursale du Niger ayant son siège au Nouveau Marché, boulevard de la liberté, rue N° NM-2-BP 10377 Niamey Niger, RCCM :NE-NIA-2018-E-2157-NIF N°49249/R, Tél : (00227)20.34.04.08 ; fax : (00227) 20.34.04.09, BP : 10812 Niamey Niger, représenté par son Directeur Général Madame RAKIA IDE ;

Appelée en cause, encore d'autre part ;

Par exploit en date du vingt sept février deux mille vingt quatre de Maître Minjo Balbizo Hamadou, huissier de justice près le tribunal de grande instance hors classe de Niamey, la nommé Idi Aïchatou Dillé a assigné les sociétés BGP Niger SARL et Coris Bank Niger SA devant le président du tribunal de céans, juge de l'exécution à l'effet de s'entendre :

- Constaté le défaut de dénonciation de la saisie entreprise ;
- Constaté le défaut de dénonciation du jugement dont l'exécution est poursuivie ;
- Constaté la violation des dispositions de l'acte uniforme sur les voies d'exécution ;
- Déclarer nul et de nul effet le procès-verbal de saisie attribution en date du 28 décembre 2023 et tous les actes subséquents ;
- Annuler la grosse irrégulièrement délivrée à la partie adverse ;
- Ordonner la mainlevée de la saisie irrégulièrement entreprise sous astreintes comminatoires de 5.000.000 F CFA par de retard ;
- Condamner BGP aux dépens.

Sur les faits

La requérante expose par la voix de son conseil que la saisie attaquée viole les dispositions de l'acte uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution(AU/PSR/VE) en ce qu'elle n'a pas respecté les règles de dénonciation de saisie et du jugement. Etant assignée, la requise a donné mainlevée de ladite saisie. A l'audience, Dame Idi Aïchatou Dillé maintient sa demande d'annulation de la grosse au motif qu'elle est apposée sur un jugement qui ne lui a jamais été notifié. Elle ajoute que la saisie incriminée lui a causé un préjudice incommensurable et sollicite sa condamnation au paiement de la somme de dix millions (10.000.000) F CFA de dommages et intérêts à titre de réparation.

Répliquant par le biais de son conseil, la requise soutient que l'instance est sans objet dès lors qu'elle a donné mainlevée aussitôt qu'elle a reçu l'assignation. Elle poursuit que le juge de l'exécution ne peut annuler la grosse car ceci reviendrait à annuler ou à modifier le titre exécutoire en question. Elle explique que le jugement dont l'exécution est poursuivie est assorti de l'exécution provisoire. Elle plaide que le juge de

l'exécution ne peut prononcer la condamnation aux dommages et intérêts sollicitée puisqu'il n'est pas une juridiction de fond, surtout que sa contradictrice n'a invoqué aucune base légale au soutien de sa demande.

Sur ce

Discussion

En la forme

Attendu que l'action de Idi Aïchatou Dillé est intervenue suivant la forme et le délai prescrits par la loi ; Qu'elle est, donc, recevable ;

Au fond

Sur la demande d'annulation de la grosse

Attendu que la requérante soutient que la grosse est irrégulièrement apposée au jugement dont l'exécution est poursuivie ; Qu'elle demande l'annulation de cette grosse;

Attendu, d'une part, qu'en droit il n'y a pas de nullité sans texte ; Que la requérante n'invoque aucune dispositions légale au soutien de sa demande ; Que la nullité de la grosse n'est prévue ni traitée par aucune disposition de l'acte uniforme visé par elle ;

Attendu, d'autre part, que l'annulation de la grosse revient en toute logique à l'annulation de la décision à laquelle est apposée ; Que pour ce faire des voies de recours telles l'appel et le pourvoi sont prévues et encadrées par la loi ; Que cette faculté échappe au juge de l'exécution ; Qu'il y a lieu de rejeter ce chef de demande ;

Sur la demande de dommages et intérêts

Attendu que la requérante sollicite la condamnation de BGP Niger SARL au paiement de la somme de dix millions de dommages et intérêts au motif que la saisie qu'elle a entreprise lui a causé un dommage incommensurable ;

Attendu, cependant, que le juge de l'exécution ne peut prononcer de condamnation pécuniaire en dehors du cadre prévu par l'AU/PSR/VE ; Que la requérante n'invoque la violation d'aucune disposition de l'AU/PSR/VE au soutien de sa demande ;

Attendu qu'il est constant en droit que la réparation des préjudices subi par une partie relève de l'appréciation de la juridiction de fond ; Que le juge de l'exécution est, dès lors, incompetent pour prononcer la condamnation sollicitée ;

Sur les dépens

Attendu que la requérante a succombé ; Qu'elle sera condamnée aux entiers dépens ;

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement en matière de voies d'exécution et en premier ressort ;

En la forme

✓ Reçois Idi Aïchatou Dillé en son action régulière ;

Au fond

✓ Rejette la demande d'annulation de la grosse introduite par Idi Aïchatou Dillé ;

✓ Se déclare incompetent pour prononcer la condamnation au paiement de dommages et intérêts sollicitée ;

✓ Condamne la requérante aux entiers dépens ;

Aviser les parties qu'elles disposent du délai de quinze (15) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de céans.

Ainsi fait et jugé le jour, an et mois que dessus.

Ont signé :

Le président

La greffière

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 27/05/2024

LE GREFFIER EN CHEF